

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 773 [S - C - 2001/22170]

5 MARS 2001. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, portant exécution de l'article 22, § 2, a, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social, notamment l'article 22, § 2, a;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 86, § 3;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, notamment l'article 39;

Vu le règlement du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, portant exécution de l'article 22, § 2, a, de la loi du 11 avril 1995 susvisée, adopté dans sa réunion du 12 février 2001,

Arrête :

Article unique. Le règlement du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, portant exécution de l'article 22, § 2, a, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social, en annexe, est approuvé.

Bruxelles, le 5 mars 2001.

F. VANDENBROUCKE

Annexe

**Règlement portant exécution de l'article 22, § 2, a,
de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social**

Le Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer "la charte" de l'assuré social, notamment l'article 22, § 2, a;

Après en avoir délibéré au cours de sa séance du 12 février 2001,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Demande de renonciation
à la récupération de l'indu.* — *Conditions préalables*

Article 1^{er}. L'assuré social de bonne foi auquel a été notifiée une décision de récupération de l'indu, peut introduire une demande de renonciation auprès du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités; la demande, ainsi que le dossier constitué à cet effet, sont transmis au Comité par l'organisme assureur auquel l'intéressé est affilié.

Pour pouvoir être prise en considération, la demande de renonciation doit avoir été introduite dans les trois mois à compter du jour suivant l'expiration du délai de recours ou de la date à laquelle la décision judiciaire est passée en force de chose jugée.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 773 [S - C - 2001/22170]

5 MAART 2001. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van de verordening van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikel 22, § 2, a;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 86, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, inzonderheid op artikel 39;

Gelet op de verordening van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a, van voormelde wet van 11 april 1995, aangenomen in zijn vergadering van 12 februari 2001,

Besluit :

Enig artikel. De als bijlage bij dit besluit gevoegde verordening van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a) van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, wordt goedgekeurd.

Brussel, 5 maart 2001.

F. VANDENBROUCKE

Bijlage

**Verordening tot uitvoering van artikel 22, § 2, a, van de wet van
11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal
verzekerde**

Het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikel 22, § 2, a;

Na erover te hebben beraadslaagd tijdens zijn zitting van 12 februari 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Vraag tot verzaking aan terugvordering
van het onverschuldigde bedrag.* — *Voorafgaandelijke voorwaarden*

Artikel 1. De sociaal verzekerde die te goeder trouw is en aan wie een beslissing tot terugvordering van het onverschuldigde bedrag werd betekend, kan een verzoek tot verzaking indienen bij het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen; het verzoek, evenals het daartoe samengestelde dossier worden door de verzekeringsinstelling van betrokkene aan het Comité overgemaakt.

Om in aanmerking genomen te kunnen worden, moet de aanvraag tot verzaking ingediend zijn binnen de drie maanden te rekenen vanaf de dag die volgt op het verstrijken van de beroepstermijn of vanaf de datum waarop de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden.

Art. 2. Le dossier comporte toutes les indications utiles permettant d'établir la bonne foi ou la mauvaise foi de l'assuré social. Ce dernier peut faire valoir tout élément qu'il estime pertinent à cet égard et qui sera communiqué par l'organisme assureur au Comité de gestion.

Art. 3. La procédure de renonciation n'est toutefois pas applicable aux catégories d'indus énumérées ci-dessous :

1° les indus dont le montant est inférieur ou égal à dix mille francs;

2° les indus qui correspondent aux indemnités payées après la reprise d'une activité professionnelle visée à l'article 66, 2° de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, ci-après dénommé l'arrêté royal du 20 juillet 1971, exception faite des activités visées aux articles 23ter et 23quater du même arrêté;

3° les sommes pour la récupération desquelles la mutualité était subrogée dans les droits de l'assuré social en vertu de l'article 29, § 1^{er}, 1°, 2° et 4° et de l'article 30 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, à l'exception de la partie de l'indu visée à l'article 10 du chapitre III, ainsi que les indemnités accordées indûment au titulaire, suite au cumul de celles-ci avec un des avantages visés à l'article 28, alinéa 1^{er} ou à l'article 29, § 1^{er}, 5°, du même arrêté.

Art. 4. Le dossier comporte également une copie de la reconnaissance de dette signée par l'intéressé ou à défaut de celle-ci, de la décision de répétition de l'indu notifiée à l'intéressé qui n'aurait pas été contestée dans le délai de recours prévu à peine de déchéance ou une copie du titre exécutoire qui établit l'existence de l'indu ainsi que son importance. En cas de contestation relative à l'indu devant les juridictions compétentes, l'examen du dossier ne pourra être entrepris qu'après l'obtention du titre exécutoire.

Art. 5. Dès la réception du dossier, le Service des indemnités accuse réception de la demande auprès de l'assuré social et le tient informé de l'examen de son dossier.

CHAPITRE II. — *Caractère digne d'intérêt apprécié sur base des revenus du ménage de l'assuré social*

Art. 6. Le caractère digne d'intérêt est déterminé sur base des revenus du ménage du titulaire. Par revenus du ménage, il faut entendre l'ensemble des revenus bruts imposables tels qu'ils sont fixés avant tout abattement ou toute déduction, de chacune des personnes qui font partie du ménage du titulaire.

Le montant des revenus bruts imposables est toutefois diminué du montant des charges professionnelles, fiscalement déductibles et du montant des cotisations de sécurité sociale payées dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

Art. 7. Lorsque les revenus du ménage sont inférieurs au seuil annuel correspondant au montant visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 août 1997 fixant les conditions de revenus et les conditions relatives à l'ouverture, au maintien et au retrait du droit à l'intervention majorée de l'assurance visées à l'article 37, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, il est renoncé à la récupération de l'intégralité de l'indu.

Lorsque les revenus du ménage dépassent le seuil supérieur égal à 150 p.c. du montant visé à l'alinéa précédent, aucune renonciation n'est accordée.

Pour la détermination des seuils, il y a lieu de tenir compte du montant visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 août 1997 susvisé, pour chacune des personnes autres que le titulaire qui font partie du même ménage.

Art. 8. Lorsque les revenus du ménage sont compris entre les deux montants ou seuils visés à l'article 7, la renonciation peut être accordée pour la partie de l'indu qui dépasserait la moitié du montant des revenus du ménage diminués de la valeur du seuil inférieur.

CHAPITRE III. — *Cas spécifiques faisant l'objet d'un examen particulier*

Art. 9. Par dérogation aux dispositions du chapitre précédent, il est renoncé à la récupération intégrale de l'indu, quelle que soit l'importance des revenus du ménage, lorsque cet indu est la conséquence de l'assujettissement erroné au secteur des indemnités d'un titulaire de bonne foi. Si le titulaire peut faire valoir des droits à des prestations pour la même période dans le cadre d'un autre régime ou d'une autre

Art. 2. Het dossier moet alle nuttige aanwijzingen bevatten waarmee de goede of kwade trouw van de sociaal verzekerde kan worden aangetoond. De sociaal verzekerde kan elk element dat hij in dat opzicht relevant acht en dat door de verzekeringsinstelling aan het Beheerscomité zal worden medegedeeld, doen gelden.

Art. 3. De procedure tot verzaking is evenwel niet van toepassing voor de volgende categorieën van onverschuldigde bedragen :

1° onverschuldigde bedragen van minder dan - of gelijk aan tienduizend frank;

2° onverschuldigde bedragen die overeenstemmen met de uitkeringen die werden uitbetaald na de hervatting van een beroepsactiviteit, bedoeld in artikel 66, 2° van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen, hierna het koninklijk besluit van 20 juli 1971 genoemd, met uitzondering van de activiteiten bedoeld in de artikelen 23ter en 23quater van hetzelfde besluit;

3° onverschuldigde bedragen voor de terugvordering waarvan het ziekenfonds gesubrogeerd is in de rechten van de sociaal verzekerde krachtens artikel 29, § 1, 1°, 2° en 4° en artikel 30 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971, met uitzondering van het gedeelte van het onverschuldigde bedrag bedoeld in artikel 10 van hoofdstuk III, en de uitkeringen die ten onrechte werden toegekend aan de gerechtigde, ingevolge samenloop met één van de voordelen bedoeld in artikel 28, eerste lid of artikel 29, § 1, 5°, van hetzelfde besluit.

Art. 4. Het dossier moet eveneens een kopie bevatten van de schuldbekentenis, ondertekend door de betrokkene, of bij gebreke hiervan, van de beslissing tot terugvordering van het onverschuldigde bedrag, betekend aan de betrokkene, waartegen geen beroep zou zijn ingesteld binnen de op straffe van verval voorgeschreven termijn, of van de uitvoerbare titel die het bestaan van het onverschuldigde bedrag vaststelt, evenals de grootte hiervan. In geval van betwisting betreffende het onverschuldigde bedrag voor de bevoegde rechtscolleges, zal het dossier pas onderzocht kunnen worden na het verkrijgen van de uitvoerbare titel.

Art. 5. Zodra het dossier ontvangen wordt, meldt de Dienst voor uitkeringen de ontvangst van het verzoek aan de sociaal verzekerde en houdt hem op de hoogte van het onderzoek van zijn dossier.

HOOFDSTUK II. — *Behartigenswaardigheid vastgesteld op basis van het gezinsinkomen van de sociaal verzekerde*

Art. 6. De behartigenswaardigheid wordt bepaald op basis van het gezinsinkomen van de gerechtigde. Onder gezinsinkomen moet het geheel van de belastbare bruto-inkomsten worden verstaan, voor elke aftrek of vermindering, van iedere persoon die deel uitmaakt van het gezin van de gerechtigde.

Het bedrag van de belastbare bruto-inkomsten wordt evenwel verminderd met het bedrag van de fiscaal aftrekbare beroepskosten en met het bedrag van de sociale zekerheidsbijdragen, betaald in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Art. 7. Wanneer het gezinsinkomen lager is dan de jaarlijkse drempel, die overeenstemt met het bedrag bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 ter bepaling van de inkomensvoorwaarden en de voorwaarden in verband met de ingang, het behoud en de intrekking van het recht op de verhoogde verzekerings-tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt er verzaakt aan terugvordering voor het volledig onverschuldigde bedrag.

Wanneer het gezinsinkomen de bovendrempel overschrijdt, die gelijk is aan 150 % van het in het vorige lid bedoelde bedrag, wordt er geen enkele verzaking aan terugvordering toegekend.

Voor het bepalen van de drempels moet er rekening worden gehouden met het bedrag bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 8 augustus 1997, voor iedere persoon, ander dan de gerechtigde zelf, die deel uitmaakt van hetzelfde gezin.

Art. 8. Wanneer het gezinsinkomen tussen de twee bedragen of drempels bedoeld in artikel 7 ligt, kan verzaakt worden aan terugvordering voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat de helft van het bedrag van het gezinsinkomen, verminderd met de waarde van de onderdrempel, zou overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke gevallen die een bijzonder onderzoek vergen*

Art. 9. In afwijking van de bepalingen van het vorige hoofdstuk wordt er verzaakt aan terugvordering voor het volledig onverschuldigd bedrag, ongeacht de hoogte van het gezinsinkomen, wanneer dit onverschuldigd bedrag het gevolg is van een onterechte onderwerping aan de sector uitkeringen van een gerechtigde, die te goeder trouw is. Indien de gerechtigde in het kader van een andere regeling of van een

législation, la renonciation n'est accordée que pour la partie de l'indu qui excède le montant de ces prestations, déduction faite des retenues sociales et fiscales.

La limitation visée à l'article 3, 1° n'est pas applicable dans un tel cas.

Art. 10. Lorsque le titulaire a bénéficié d'une indemnité non réduite en attendant le versement d'un autre avantage, tel qu'une indemnité pour accident de travail ou maladie professionnelle, et lorsque la mutualité subrogée au titulaire a reçu un versement correspondant à l'intégralité du montant net des arrérages dus au titulaire, il est renoncé à la partie de l'indu qui correspond au solde, à savoir la différence entre le montant des indemnités payées par la mutualité pour la période concernée et le montant net des arrérages versés à la mutualité. Cette renonciation est accordée indépendamment de toute condition de revenu.

La limitation visée à l'article 3, 1° n'est pas applicable dans un tel cas.

Art. 11. Par dérogation aux dispositions du chapitre précédent, lorsque le titulaire est présumé incapable de travailler en application des articles 23ter ou 23quater de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, le caractère digne d'intérêt est déterminé sur base de la situation sociale et financière du ménage du titulaire, ainsi que sur base d'une proportionnalité équitable entre l'ampleur de la récupération d'une part, et la gravité de l'infraction et/ou l'importance des gains professionnels, d'autre part. La renonciation ne peut toutefois porter sur la totalité ou la partie des indemnités qui n'auraient pu être accordées en application des articles 22 à 23bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

CHAPITRE IV. — *Traitement du dossier. — Procédure*

Art. 12. Le dossier transmis par l'organisme assureur au Comité de gestion comprend en règle générale deux parties : la première est relative aux éléments susceptibles d'établir la bonne foi ou la mauvaise foi de l'assuré social et la seconde a trait aux revenus du ménage du titulaire, établis sur base de documents de preuve déterminés par voie de circulaire.

Le dossier se rapportant au cas visé à l'article 9 comporte d'une part les éléments relatifs à la bonne foi du titulaire et d'autre part, toutes les indications utiles au sujet de l'assujettissement erroné ainsi qu'à la situation de l'assuré social qui en résulte à l'égard d'autres régimes ou législations.

Le dossier introduit pour un cas visé à l'article 10 doit comporter toutes les indications utiles relatives à la récupération qui a pu être obtenue par l'organisme assureur auprès du tiers débiteur, par voie de subrogation. Ces cas peuvent également être communiqués par voie de procédure simplifiée dont les modalités auront été approuvées par le Comité de gestion.

Le dossier introduit en application de l'article 11 doit comporter, outre les éléments relatifs à la bonne ou mauvaise foi du titulaire, toutes les indications utiles relatives aux revenus du ménage du titulaire ainsi qu'au caractère de gravité de l'infraction commise et/ou du montant des revenus de l'activité exercée hors des conditions réglementaires.

Art. 13. Lorsque le Comité de gestion décide, sur base de l'avis rendu par le Service des indemnités, de rejeter la demande de renonciation, le Service notifie cette décision à l'assuré social dans le meilleur délai, par envoi recommandé et avec les mentions énumérées à l'article 14 de la charte de l'assuré social; le Service adresse une copie de cette notification à l'organisme assureur.

Art. 14. Lorsque le Comité de gestion estime, sur base de l'avis rendu par le Service des indemnités, qu'une renonciation, fût-elle partielle, peut être prise en considération sur base des éléments figurant au dossier mais qu'un examen complémentaire est opportun, le Service transmet le dossier sans délai au Service du contrôle administratif de l'Institut.

Après un délai de six mois à dater de la communication du dossier et en l'absence de toute observation, correction ou rectification apportée par le Service du contrôle administratif au sujet des éléments constituant le dossier de renonciation, une décision de renonciation est notifiée par le Service des indemnités suivant les modalités déterminées à l'article 13. Dans le cas contraire, le dossier est à nouveau soumis au Comité de gestion avec les remarques et constatations du Service du contrôle administratif.

andere wetgeving voor dezelfde periode rechten op prestaties kan doen gelden, wordt de verzaking aan terugvordering slechts toegekend voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat het bedrag van die prestaties overschrijdt, na aftrek van de sociale en fiscale inhoudingen.

Het grensbedrag bedoeld in artikel 3, 1° is niet van toepassing in dergelijk geval.

Art. 10. Wanneer de gerechtigde een niet verminderde uitkering heeft ontvangen, in afwachting van de betaling van een ander voordeel, zoals een vergoeding wegens arbeidsongeval of beroepsziekte, en wanneer het ziekenfonds dat in de plaats is getreden van de gerechtigde, een betaling ontvangen heeft, die overeenstemt met het volledige nettobedrag van de achterstellen die aan de gerechtigde verschuldigd zijn, wordt er verzaakt aan terugvordering voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat overeenstemt met het saldo, namelijk het verschil tussen het bedrag aan uitkeringen betaald door het ziekenfonds over de betrokken periode en het nettobedrag van de achterstellen, betaald aan het ziekenfonds. Deze verzaking aan terugvordering wordt toegekend zonder enige inkomensvoorwaarde.

Het grensbedrag bedoeld in artikel 3, 1° is niet van toepassing in dergelijk geval.

Art. 11. In afwijking van de bepalingen van het vorige hoofdstuk, wordt de behartigenswaardigheid, wanneer de gerechtigde vermoed wordt arbeidsongeschikt te zijn in toepassing van artikel 23ter of artikel 23quater van het koninklijk besluit van 20 juli 1971, bepaald op basis van de sociale en financiële situatie van het gezin van de gerechtigde, en op basis van een billijke evenredigheid tussen de omvang van de terugvordering enerzijds, en de ernst van de inbreuk en/of de omvang van de beroepswinsten anderzijds. De verzaking kan echter niet slaan op de totaliteit of het gedeelte van de uitkeringen die niet toegekend hadden kunnen worden in toepassing van de artikelen 22 tot 23bis van het koninklijk besluit van 20 juli 1971.

HOOFDSTUK IV. — *Behandeling van het dossier. — Procedure*

Art. 12. Het dossier dat door de verzekeringsinstelling aan het Beheerscomité wordt bezorgd, omvat gewoonlijk twee delen : het eerste betreft de gegevens die van aard zijn de goede of kwade trouw van de sociaal verzekerde aan te tonen en het tweede betreft het gezinsinkomen van de gerechtigde, dat wordt vastgesteld op basis van de bewijsdocumenten, welke per omzendbrief worden bepaald.

Het dossier betreffende de in artikel 9 bedoelde situatie omvat enerzijds de gegevens omtrent de goede trouw van de gerechtigde en anderzijds alle nuttige aanwijzingen in verband met de verkeerde onderwerping en met de situatie van de sociaal verzekerde die eruit voortvloeit, ten opzichte van andere regelingen of wetgevingen.

Het dossier dat wordt ingediend voor de situatie bedoeld in artikel 10, moet alle nuttige aanwijzingen bevatten betreffende de terugvordering, welke via subrogatie door de verzekeringsinstelling bij de derde-schuldenaar kon worden bekomen. Deze dossiers kunnen eveneens megedeeld worden via een vereenvoudigde procedure volgens de modaliteiten die goedgekeurd zullen worden door het Beheerscomité.

Het dossier dat wordt ingediend in toepassing van artikel 11, moet naast de gegevens omtrent de goede of kwade trouw van de gerechtigde, alle nuttige aanwijzingen bevatten over de inkomsten van het gezin van de gerechtigde evenals over de ernst van de begane inbreuk en/of het bedrag van het inkomen uit de activiteit die uitgeoefend werd zonder inachtnaam van de reglementaire bepalingen.

Art. 13. Wanneer het Beheerscomité, op basis van het advies geformuleerd door de Dienst voor uitkeringen, beslist de aanvraag tot afstand te verwerpen, wordt die beslissing zo snel mogelijk, per aangetekende zending en met de vermeldingen opgesomd in artikel 14 van het handvest van de sociaal verzekerde, door de Dienst aan de sociaal verzekerde betekend; de Dienst stuurt een kopie van deze kennisgeving aan de verzekeringsinstelling.

Art. 14. Wanneer het Beheerscomité, op basis van het advies geformuleerd door de Dienst voor uitkeringen, meent dat een verzaking, zij het een gedeeltelijke, op basis van de dossiergegevens in overweging kan worden genomen, maar dat een bijkomend onderzoek aangewezen is, bezorgt de Dienst het dossier onverwijld aan de Dienst voor administratieve controle van het Instituut.

Na een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de mededeling van het dossier en bij ontstentenis van enige bemerking, verbetering of rechtzetting aangebracht door de Dienst voor administratieve controle in verband met de gegevens in het dossier, wordt volgens de modaliteiten bepaald in artikel 13 kennis gegeven van een beslissing tot verzaking aan terugvordering door de Dienst voor uitkeringen. In het tegengestelde geval wordt het dossier opnieuw aan het Beheerscomité voorgelegd met de bemerkingen en vaststellingen van de Dienst voor administratieve controle.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 15. Le présent règlement produit ses effets le 1^{er} janvier 1997 et s'applique aux indemnités indûment payées depuis cette date.

Toutefois, le délai de trois mois visé à l'article 1^{er}, alinéa 2, ne prend cours qu'à partir de la date à laquelle le présent règlement est publié au *Moniteur belge*.

Le Président,
G. Verhaegen.

Le Fonctionnaire dirigeant,
P. De Milt.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 2001 — 774

[C — 2001/02013]

13 MARS 2001. — Arrêté royal instituant un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents de la Fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, institue un congé préalable à la mise à la retraite en faveur des agents nommés à titre définitif de la Fonction publique administrative fédérale qui sont titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4.

Ce congé doit offrir la possibilité de quitter leur fonction aux personnes qui ont atteint ou dépassé l'âge de 55 ans au 31 décembre 2000 et qui compteront, à l'âge de 60 ans, au moins 20 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite d'agent de l'Etat.

Cette opportunité leur est offerte dans le cadre de la réforme Copernic qui est imminente. Le congé préalable à la mise en retraite s'inscrit par ailleurs dans la philosophie de soutien de l'Etat providence actif. De plus cette disposition était formulée dans le cahier des revendications des syndicats. Compte tenu de leur âge et du nombre d'années de service, il ne peut plus être exigé de chacun qu'il s'engage et participe pleinement aux réformes.

CHAPITRE I^{er}. — *Du champ d'application*

Cette possibilité de congé préalable à la mise à la retraite est offerte à tous les agents nommés à titre définitif titulaires des grades classés dans les niveaux 3 et 4 et qui appartiennent à la Fonction publique administrative fédérale comme mentionné dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Sont exclus du champ d'application du présent arrêté royal les agents des niveaux 3 et 4 qui peuvent déjà bénéficier d'autres régimes de congé préalable à la mise à la retraite, à savoir ceux des Services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires et certains agents des Services opérationnels de la Protection civile.

Pour être clair, les conditions d'ancienneté reprises dans ces systèmes sont plus exigeantes que celles imposées dans le présent arrêté royal. Dès lors, les personnes qui ne peuvent bénéficier des régimes déjà existants à cause des conditions d'ancienneté peuvent utiliser le régime de congé préalable à la mise à la retraite instauré par le présent arrêté royal.

CHAPITRE II. — *Des dispositions réglementaires*

Peuvent introduire leur demande, les agents des niveaux 3 et 4 des ministères, parastataux et établissements scientifiques qui ont au moins atteint l'âge de 55 ans au 31 décembre 2000 et qui, à l'âge de 60 ans, compteront au moins 20 années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension de retraite dans le secteur public.

L'exigence de 20 années de service admissibles résulte du fait qu'ils ont besoin de ce nombre d'années pour bénéficier d'une pension supérieure au revenu minimum garanti.

Ils doivent adresser leur demande à leur chef d'administration par lettre recommandée. Au sein des parastataux, ils doivent adresser leur demande à leur fonctionnaire dirigeant. Le chef d'administration ou le fonctionnaire dirigeant peut faire débiter leur congé préalable à la mise à la retraite, suivant les besoins du service, le premier jour des mois de juin 2001, septembre 2001, décembre 2001, mars 2002 ou juin 2002. Trois mois doivent au moins séparer l'introduction de la demande et le début du congé.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 15. Deze verordening heeft uitwerking vanaf 1 januari 1997 en is van toepassing op de uitkeringen die vanaf die datum ten onrechte werden uitbetaald.

De termijn van drie maanden bedoeld in artikel 1, tweede lid, vangt evenwel pas aan vanaf de datum van publicatie van deze verordening in het *Belgisch Staatsblad*.

De Voorzitter,
G. Verhaegen.

De Leidend ambtenaar,
P. De Milt.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 2001 — 774

[C — 2001/02013]

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot invoering van een verlof voorafgaand aan de pensionering ten gunste van ambtenaren van het federaal administratief Openbaar Ambt die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4

VERSLAG AAN DE KONING,

Sire,

Het ontwerp van besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, voert een verlof voorafgaand aan de pensionering in ten gunste van vastbenoemde ambtenaren van het federaal administratief Openbaar Ambt die titularis zijn van de graden die gerangschikt zijn in niveau 3 en 4.

Dit verlof dient aan de mensen die op 31 december 2000 de leeftijd van 55 jaar bereikt hebben, of ouder zijn, en die op 60 jarige leeftijd ten minste 20 in aanmerking komende dienstjaren zullen tellen vóór de opening van het recht op een ambtenarenpensioen, de mogelijkheid te geven om uit te stappen.

Deze mogelijkheid wordt hen geboden in het kader van de nakende Copernicshervorming. Het verlof voorafgaand aan de pensionering past ook in de filosofie van de ondersteuning van de actieve welvaartaarstaat. Bovendien werd deze maatregel gevraagd in het eisencahier van de vakbonden. Gezien hun leeftijd en het aantal dienstjaren kan niet van iedereen meer geëist worden dat zij zich ten volle inzetten en inleven in de hervormingen.

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Deze mogelijkheid van verlof voorafgaand aan de pensionering staat open voor alle vastbenoemde ambtenaren die titularis zijn van de graden gerangschikt in niveau 3 of 4 en die behoren tot het federaal administratief Openbaar Ambt zoals omschreven in artikel 1, § 1, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

Ambtenaren van niveau 3 en 4 die reeds kunnen genieten van andere stelsels van verlof voorafgaand aan de pensionering, zijnde deze van de Buitendiensten van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen en sommige ambtenaren van de Operationele diensten van de Civiele Bescherming, worden uitgesloten van het toepassingsgebied van dit koninklijk besluit.

Ter verduidelijking de anciënniteitsvoorwaarden die in deze stelsels vermeld zijn, zijn hoger dan diegene die in dit koninklijk besluit opgelegd worden. Derhalve kunnen mensen die voor de reeds bestaande stelsels niet in aanmerking komen omwille van anciënniteitsvoorwaarden, wel van het door dit koninklijk besluit ingestelde stelsel van verlof voorafgaand aan de pensionering gebruik maken.

HOOFDSTUK II. — *Reglementaire bepalingen*

Ambtenaren van niveau 3 en 4 van de ministeries, parastatalen en wetenschappelijke instellingen die op 31 december 2000 ten minste 55 jaar oud zijn en op 60-jarige leeftijd ten minste 20 in aanmerking komende dienstjaren tellen voor de opening van het recht op rustpensioen in de openbare sector, kunnen hun verzoek indienen.

De vereiste van de 20 in aanmerking komende dienstjaren vloeit voort uit het feit dat zij dit aantal dienstjaren nodig hebben om een pensioen te hebben dat hoger is dan het gewaarborgd minimum inkomen.

Zij dienen hun aanvraag te richten aan hun hoofd van bestuur per aangetekende brief. Bij de parastatalen dienen zij hun aanvraag te richten tot hun leidinggevende ambtenaar. Het hoofd van bestuur of de leidinggevende ambtenaar kan hun verlof voorafgaand aan de pensionering, naargelang de behoeften van de dienst, laten aanvangen op de eerste dag van de volgende maanden: juni 2001, september 2001, december 2001, maart 2002 of juni 2002. Er dienen minstens 3 maanden voorbij te gaan tussen het indienen van de aanvraag en de aanvang van het verlof.